

NOTE D'INFORMATION

Préparée pour la
2^e Réunion de la Commission mondiale sur l'avenir du travail
15-17 février 2018

#10

Groupe 5: Nouvelles approches de la croissance et du développement

Des chaînes de valeur mondiales pour un avenir inclusif et durable

L'établissement, en août 2017, de la Commission mondiale sur l'avenir du travail a marqué le début de la deuxième phase de l'Initiative du centenaire de l'OIT sur l'avenir du travail. Les six groupes thématiques serviront de base à la poursuite des discussions de la Commission mondiale. Ils portent sur les principaux enjeux à prendre en considération si l'on veut que le travail de demain assure la sécurité, l'égalité et la prospérité. Une série de notes d'information, préparées dans le cadre de chacun des groupes proposés, ont pour but d'encourager la discussion sur un certain nombre de questions relevant des différents thèmes. Les groupes thématiques ne sont pas nécessairement liés à la structure du rapport final.

Liste des notes d'information

Groupe 1: Rôle que joue le travail pour les individus et la société

#1. Individus, travail et société

#2. Répondre à la situation des jeunes et à leurs aspirations

Groupe 2: Mettre fin à l'inégalité systématique des femmes sur le lieu de travail dans le monde

#3. Répondre aux préoccupations liées aux marchés du travail inclusifs et à l'égalité des sexes

#4. Autonomisation des femmes qui travaillent dans l'économie informelle

Groupe 3: La technologie au service du développement social, environnemental et économique

#5. La qualité de l'emploi dans l'économie des plates-formes numériques

#6. Impact des technologies sur la qualité et la quantité des emplois

Groupe 4: Gérer le changement à toutes les étapes de l'éducation

#7. Gérer les transitions tout au long de la vie

#8. Systèmes et politiques de développement des compétences pour la main-d'œuvre de demain

Groupe 5: Nouvelles approches de la croissance et du développement

#9. Nouveaux modèles économiques pour une croissance inclusive

#10. Des chaînes de valeur mondiales pour un avenir inclusif et durable

Groupe 6: L'avenir de la gouvernance du travail

#11. Nouvelles orientations pour la gouvernance du travail

#12. Approches innovantes pour garantir une protection sociale universelle pour l'avenir du travail

Introduction

L'augmentation de la production dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) a transformé l'économie mondiale au cours des trois dernières décennies. Les CVM ont été un moteur de croissance et un important vecteur de création d'emplois, en particulier dans les pays en développement. Dans le même temps, des questions ont émergé quant à savoir si la participation aux CVM continuera de constituer à l'avenir une stratégie de développement viable pour une croissance inclusive et le travail décent.

La production dans les CVM est complexe et a trait à la fois aux investissements directs étrangers des multinationales dans leurs filiales offshore et, surtout, à la production externalisée qui permet aux marques mondiales et aux distributeurs de se coordonner sans posséder d'installations. Cela est particulièrement frappant dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre, où les «fabricants sans usines» sont responsables des activités à forte valeur ajoutée (étude, conception et stratégie de marque du produit) et sous-traitent les segments de fabrication à faible valeur ajoutée à des producteurs généralement basés dans des pays en développement, ce qui n'a pas été sans poser des difficultés aux politiques industrielles, d'emploi et de développement.

La Conférence internationale du Travail de 2016 a longuement débattu de la question du travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales¹. Cette note d'information met l'accent sur ce que la participation aux CVM implique pour les perspectives de développement inclusif et durable. Elle examine les tendances futures, notamment l'évolution technologique et celle de la demande des consommateurs, dans la mesure où elles influent sur la structure des CVM. Elle étudie ensuite les types de politiques nécessaires pour s'assurer que la participation aux CVM contribue au développement économique et social pour les travailleurs, les entreprises et les économies.

Principaux constats

L'évolution technologique devrait avoir des répercussions importantes sur la division internationale du travail (voir la Note d'information n° 6), mais les conséquences pour l'emploi, la distribution et l'intégration restent toutefois à déterminer. La participation aux CVM peut être un moteur d'industrialisation et de développement, en facilitant la transformation structurelle, le transfert de technologie et l'adoption de nouvelles pratiques de production (BIT, 2016a; Lopez-Acevedo et Robertson, 2016).

Quelles seront les répercussions de l'évolution technologique sur la division internationale du travail?

Les changements technologiques, notamment la numérisation croissante, l'automatisation, l'utilisation de la robotique et l'impression 3D, posent des questions importantes pour la production future dans les CVM et sur leur rôle dans la création et le maintien des emplois dans les pays développés et en développement. Les répercussions potentielles de l'évolution technologique sur la production dans les CVM ont été l'objet de différentes études.

¹ Voir <http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/105/committees/supply-chains/lang--fr/index.htm>.

Avec l'introduction de nouvelles technologies, notamment la robotique et l'automatisation, les coûts de main-d'œuvre entrent moins en ligne de compte pour la production, et la délocalisation devient moins intéressante. Cela pourrait conduire à une restructuration des CVM et à une relocalisation de la production mondiale dans les économies industrialisées (De Backer et Flaig, 2017; voir aussi la Note d'information n° 6). Cela risque de déplacer un grand nombre de travailleurs dans les pays en développement, en particulier dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre comme celles de l'habillement, de la chaussure et du montage de matériel électronique, activités qui ont servi de points d'entrée importants sur les marchés mondiaux pour les pays en développement.

L'introduction de nouvelles technologies dans la production traditionnellement à forte intensité de main-d'œuvre peut également avoir des effets différenciés selon les sexes sur l'emploi. Les travailleuses occupent généralement des emplois peu qualifiés et plus leurs postes acquièrent de l'intensité technologique, moins ils sont féminisés. Par conséquent, les pertes d'emplois potentielles résultant de l'évolution technologique peuvent avoir un impact disproportionné sur les femmes (Kucera et Tejani, 2014).

L'augmentation des coûts de la main-d'œuvre dans les pays producteurs pourrait également entraîner une relocalisation de la production vers les pays à revenu élevé. Toutefois, les premières estimations montrent que les répercussions de ces hausses des coûts salariaux sont probablement négligeables (De Backer et Flaig, 2017), car les augmentations salariales sont dans une certaine mesure généralement compensées par des hausses de productivité. Par ailleurs, l'augmentation des coûts salariaux dans un pays producteur, en particulier dans les activités à forte intensité de main-d'œuvre, peut entraîner un transfert géographique de la production vers un pays frontalier à plus faible coût de main-d'œuvre.

Si un grand nombre d'emplois, en particulier dans l'industrie légère, peuvent être remplacés par des machines (Chang, Rynhart et Huynh, 2016), il n'est peut-être pas économiquement rationnel de procéder de la sorte, en raison des importants investissements en capital nécessaires au démarrage et de l'avantage comparatif qui subsiste dans les pays en développement en termes de faibles coûts salariaux. Ainsi, les facteurs économiques peuvent s'avérer plus importants pour le déploiement des robots que les possibilités techniques d'automatisation des tâches des travailleurs (CNUCED, 2017). Par conséquent, l'organisation de la production par la délocalisation vers des sites à faibles coûts salariaux devrait se poursuivre. Cela est particulièrement vrai dans des secteurs tels que l'habillement, où la technologie doit encore apporter une réponse à l'intensité de main-d'œuvre propre au processus de production (Kucera, à paraître).

D'importants obstacles technologiques subsistent et il reste à démontrer que l'utilisation des nouvelles technologies d'automatisation sera aussi rentable, sinon plus, que les méthodes conventionnelles de production. En ce qui concerne l'externalisation des activités des entreprises, en particulier dans le cas des centres d'appels, les consommateurs continuent de préférer l'interaction entre humains à la technologie de réponse vocale interactive. Dans les services, les préférences des consommateurs et les coûts opérationnels continueront donc de déterminer dans quelle mesure les services sont automatisés (BIT, à paraître – a).

Il existe peu de données montrant une relocalisation notable de la production à l'heure actuelle (Cohen et coll., 2016; De Backer et coll., 2016; CNUCED, 2016). Cependant, l'évolution technologique progresse rapidement dans la robotique et l'impression 3D, avec d'importants nouveaux développements annoncés chaque année. Par conséquent,

même si nous n'avons pas encore constaté de relocalisation significative, les raisons de le faire sont indéniables. Il s'agit notamment de la possibilité de baisser les coûts de transport et les délais de livraison, de réduire les stocks excédentaires vendus au rabais à mesure que la production devient à flux tendu, de se rapprocher des concepteurs, d'améliorer la qualité des produits, de réduire le risque lié à la responsabilité sociale des entreprises et de renforcer l'image de marque. L'influence de la mode qui change rapidement est importante à cet égard, et les modèles économiques, du moins en Europe, se fondent de plus en plus sur la production dans les régions à bas coûts de l'Union européenne ainsi que dans les pays voisins comme le Maroc et la Turquie.

Si la relocalisation devient une forte tendance, les pays en développement seront confrontés à une nouvelle série de défis, notamment à la nécessité de renforcer les politiques de développement des compétences afin que les travailleurs soient employables dans d'autres activités et à celle d'accroître la demande globale pour compenser le déclin de l'investissement étranger direct qui en résulterait. Un défi de taille sera de savoir si et comment les pays à faible revenu seront en mesure d'améliorer leurs conditions de travail face à la concurrence non seulement d'autres pays à faible revenu, mais aussi de la robotique dans les pays à revenu élevé. Les pays à faible revenu devront peut-être aussi envisager de réorienter leur production vers les marchés des pays à revenu intermédiaire de leur propre région, ce qui permettrait de répondre aux préoccupations concernant les coûts de transport et les délais de livraison qui motivent la relocalisation. Certaines avancées technologiques peuvent également créer de nouvelles possibilités, en facilitant les communications entre les sites par le biais du courrier électronique, des capteurs, de la collecte de données électroniques et de la création d'espaces collaboratifs en ligne (Banque mondiale, 2016).

La participation aux chaînes de valeur mondiales restera-t-elle une stratégie de développement viable à l'avenir?

Les entreprises, ainsi que les pays, peuvent tirer parti de la participation aux CVM grâce à des retombées en termes de compétences, d'apprentissage et de savoir-faire, ainsi qu'à l'amélioration des processus de travail et de la technologie. La participation aux CVM donne aux pays en développement la possibilité de participer aux marchés mondiaux, ce qui leur permet de diversifier leurs exportations et peut aussi être un vecteur important de croissance inclusive. Dans le même temps, la recherche montre que dans les CVM où la concurrence est forte et guidée par les prix, les rendements des fournisseurs risquent d'être faibles et/ou de diminuer avec le temps. L'arrivée de nouveaux producteurs à bas salaires risque de nourrir une spirale négative de la concurrence, dans laquelle l'augmentation des exportations produit des rendements de plus en plus faibles (Kaplinsky, 1998; CNUCED, 2013)². Dans ce scénario, les gains sociaux potentiels résultant d'une augmentation des exportations seront plus que restreints par la baisse des prix.

Pour que la participation aux CVM contribue au développement et au travail décent, les fournisseurs doivent se moderniser et passer à des activités à plus forte valeur ajoutée, augmentant ainsi les avantages ou les bénéfices tirés de leur participation (Gereffi, 2005). Ils peuvent le faire en se tournant vers des produits manufacturiers à valeur ajoutée qui exigent un prix plus élevé (par exemple en passant des exportations agricoles aux aliments surgelés et aux conserves dans l'industrie alimentaire) ou en se dotant de nouvelles fonctions (par exemple des compétences en matière de conception

² Selon la théorie de Bhagwati (1958), une augmentation rapide des exportations de produits à forte intensité de main-d'œuvre implique le risque potentiel que les termes de l'échange régressent à un point tel que les avantages d'une augmentation du volume des exportations pourraient être plus qu'atténués par les pertes dues à la baisse des prix à l'exportation, ce qui donnerait lieu à une «croissance paupérisante».

et de commercialisation). Cette évolution peut être difficile lorsque les marchés des produits à plus forte valeur ajoutée sont dominés par quelques grandes entreprises (Schmitz et Knorringa, 1999).

Du point de vue de la politique de développement, les efforts visant à tracer une trajectoire de croissance inclusive par la participation au marché mondial exigeront probablement une combinaison de mesures nationales visant à intégrer les CVM, à élargir et à renforcer la participation en s'orientant vers une production à plus forte valeur ajoutée et à faire en sorte que cela contribue au développement durable à long terme (Taglioni et Winkler, 2016). Ce dosage comprend des mesures de promotion de l'investissement, le renforcement des infrastructures douanières, de transport et de télécommunications, la priorité au développement des compétences, notamment par la formation professionnelle, des politiques industrielles visant à diversifier les produits et les tâches et une politique relative à la concurrence (Cattaneo et coll., 2013). Un cadre réglementaire efficace pour les normes du travail et le contrôle de la conformité est également important pour garantir le développement social et économique (voir la Note d'information n° 11). Pour faire en sorte que les entreprises et les pays producteurs puissent progresser dans la chaîne de valeur, il convient de tisser un lien solide entre les entreprises participant aux CVM et l'économie locale, par exemple grâce à des relations industrielles verticales avec les entreprises nationales et par la diffusion des connaissances, de la technologie et du savoir-faire des investisseurs étrangers. Les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux peuvent également stimuler l'utilisation d'énergies renouvelables produites localement et, par conséquent, la création d'emplois nationaux dans l'économie verte.

Cependant, les conditions qui facilitent la diffusion, l'apprentissage et le perfectionnement dans les CVM ne sont pas toujours réunies. Par exemple, les processus de mise à niveau présentent des difficultés considérables en ce qui concerne le manque de compétences dans l'économie nationale, les droits de propriété intellectuelle et les préoccupations des marques mondiales quant au fait que les fournisseurs empiètent sur leurs compétences de base (comme le marketing et le développement de produits) (Schmitz et Knorringa, 1999).

La mesure dans laquelle la participation aux CVM représente une voie viable pour le développement durable et la transformation structurelle de l'économie soulève la question de savoir s'il existe suffisamment de marge d'action internationale pour l'adoption de politiques industrielles qui pourraient favoriser les liens avec l'économie locale. Les pays développés et les pays en développement ont déployé dans le passé une série de politiques industrielles pour accélérer leur propre développement industriel, souvent avec beaucoup de discernement, comme dans le cas des économies d'Asie de l'Est telles que le Japon, la République de Corée, Singapour et Taïwan (Chine). Les exigences relatives à la teneur en éléments locaux peuvent stimuler l'utilisation d'énergies renouvelables produites localement et, par conséquent, la création d'emplois dans l'économie verte. Aujourd'hui, les accords commerciaux multilatéraux ainsi que de nombreux accords bilatéraux et régionaux sur le commerce et l'investissement risquent de limiter la capacité des pays en développement d'utiliser ces politiques pour soutenir le développement économique (CNUCED, 2014).

Ces enjeux complexes soulèvent une question plus fondamentale: quelle sera l'évolution de l'industrialisation et du développement pour les pays en développement? Les trajectoires traditionnelles de développement, qui dépendent fortement de l'industrie manufacturière orientée vers l'exportation, sont remises en question, car les pays en développement éprouvent de plus en plus de difficultés à participer au développement

tiré par l'industrie manufacturière (Hallward-Driemeier et Nayyar, 2017). En outre, la capacité du secteur manufacturier à créer des emplois s'est affaiblie ces dernières années et de nombreux pays en développement montrent des signes de «désindustrialisation prématurée» (Fontagné et Harrison, 2017). Les projections actuelles donnent à penser que leur part de l'emploi dans les activités de fabrication ne devrait pas augmenter et que la trajectoire de développement et le processus de transformation structurelle seront probablement très différents de ceux suivis par les pays développés dans le passé (BIT, à paraître – b). Si certains experts restent prudents sur cette perspective, d'autres en appellent à de nouvelles approches du développement qui mettent l'accent sur le secteur des services. Par exemple, Rodrik (2017) soutient que le modèle axé sur la fabrication devrait être remplacé par des «investissements massifs dans le capital humain et les institutions à l'échelle de l'économie», avec un accent particulier sur des réformes de fond visant à «cibler la croissance de la productivité dans tous les services» (pp. 92-93).

Quelques considérations

L'introduction de nouvelles technologies changera la configuration des modèles d'approvisionnement dans les CVM et devrait avoir des répercussions significatives sur l'emploi dans les économies développées et en développement. A l'avenir, la participation aux CVM pourrait ne plus produire les «dividendes du développement» comme par le passé. Cela pose des questions importantes:

- Quelles sont les politiques nécessaires pour que les économies en développement puissent exploiter le potentiel de la numérisation et de l'évolution technologique?
- Quel est le dosage de mesures nécessaire pour s'assurer que la participation aux CVM contribue au développement durable? Quelles politiques industrielles et de développement peuvent être mises en œuvre au niveau national pour soutenir l'entrepreneuriat et pour favoriser les retombées technologiques et le développement des compétences, en renforçant les liens en amont avec l'économie nationale dans les pays producteurs?
- Que faire pour s'assurer qu'il existe suffisamment de marge d'action internationale pour les types de politiques industrielles en mesure de favoriser le développement durable? Quelles mesures sont nécessaires pour que les économies en développement puissent exploiter le potentiel de la numérisation et de l'évolution technologique?

Bibliographie

- Anner, M.; Bair, J.; Blasi, J. 2013. «Towards joint liability in global supply chains: Addressing the root causes of labor violations in international subcontracting networks», *Comparative Labor Law and Policy Journal*, vol. 35, n° 1, pp. 1-43.
- Banque mondiale. 2016. *World Development Report 2016: Digital Dividends*. Résumé en français: «Rapport sur le développement dans le monde 2016: les dividendes du numérique» (Washington, DC).
- Barrientos, S.; Gereffi, G.; Rossi, A. 2011. «Nouveau paradigme du progrès économique et social dans les réseaux de production mondiaux», *Revue internationale du Travail*, vol. 150, n° 3-4, pp. 347-372.
- ; Smith, S. 2007. «Do workers benefit from ethical trade? Assessing codes of labour practice in global production systems», *Third World Quarterly*, vol. 28, n° 4, pp. 713-729.
- Bhagwati, J. 1958. «Immiserizing growth: A geometrical note», *The Review of Economic Studies*, vol. 25, n° 3, pp. 201-205.
- BIT (Bureau international du Travail). 2016a. «Rapports de la Commission sur le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales: Résolution et conclusions soumises pour adoption par la Conférence», *Compte rendu provisoire*, n° 14-1, Conférence internationale du Travail, 105^e session, Genève, 2016.
- . 2016b. *Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales*, rapport IV, Conférence internationale du Travail, 105^e session, Genève, 2016.
- A paraître – a. «Case Study: Call centres in India and the Philippines», *Robotics and reshoring* (Genève).
- A paraître – b. *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2018* (Genève).
- Brown, D. et coll. 2016. *The impact of Better Work: A joint program of the International Labour Organization and the International Finance Corporation* (Medford, Etats-Unis, Université Tufts).
- Cattaneo, O.; Gereffi, G.; Miroudot, S.; Taglioni, D. 2013. *Joining, upgrading and being competitive in global value chains: A strategic framework*, Policy Research Working Paper No. 6406 (Washington, DC, Banque mondiale).
- Chang, J.-H.; Rynhart, G.; Huynh, P. 2016. *ASEAN in transformation: How technology is changing jobs and enterprises*, Working Paper No. 10, Bureau des activités pour les employeurs (Genève, BIT).
- Cohen, M.; Cui, S.; Ernst, R.; Huchzermeier, A.; Kouvelis, P.; Lee, H.; Matsuo, H.; Steuber, M.; Tsay, A. 2016. *Off-, on- or reshoring: Benchmarking of current manufacturing location decisions: Insights from the Global Supply Chain Benchmark Study 2015* (The Global Supply Chain Benchmark Consortium).
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). 2013. *World Investment Report – Global value chains: Investment and trade for development*. Résumé français: «Rapport sur l'investissement dans le monde 2013 – Les chaînes de valeur mondiales: l'investissement et le commerce au service du développement» (Genève).
- . 2014. *Rapport sur le commerce et le développement 2014: gouvernance mondiale et marge d'action pour le développement* (Genève).
- . 2016. *Robots and industrialization in developing countries*, Policy Brief No. 50 (Genève).
- . 2017. *Trade and Development Report 2017 – Beyond austerity: Towards a global new deal* (Genève).
- De Backer, K.; Menon, C.; Desnoyers-James, I.; Moussiégt, L. 2016. *La relocalisation: mythe ou réalité?*, Document de travail de l'OCDE sur la science, la technologie et l'industrie n° 27 (Paris, OCDE).

—; Flaig, D. 2017. *The future of global value chains: Business as usual or “a new normal”?*, OECD Science and Technology Policy Paper No. 41 (Paris, OCDE).

Farole, T. 2016. «Do global value chains create jobs?», *IZA World of Labor*, n° 291, août (Bonn, Institute for the Study of Labor (IZA)). Disponible à l'adresse <https://wol.iza.org/articles/do-global-value-chains-create-jobs>.

Fontagné, L.; Harrison, A. (dir. de publication). 2017. *The factory-free economy: Outsourcing, servitization, and the future of industry* (Oxford, Oxford University Press).

Gereffi, G. 2005. «The global economy: Organization, governance, and development», dans l'ouvrage publié sous la direction de N. J. Smelser et R. Swedberg: *The handbook of economic sociology, Second edition* (Princeton, Princeton University Press), pp. 160-182.

Hallward-Driemeier, M.; Nayyar, G. 2017. *Trouble in the making? The future of manufacturing-led development* (Washington, DC, Banque mondiale).

Kaplinsky, R. 1998. *Globalization, industrialisation and sustainable growth: The pursuit of the Nth rent*, IDS Discussion Paper No. 365 (Brighton, Institute of Development Studies (IDS), Université du Sussex).

Knorringa, P.; Nadvi, K. 2016. «Rising power clusters and the challenges of local and global standards», *Journal of Business Ethics*, vol. 133, n° 1, pp. 55-72.

Kucera, D. A paraître. «Robotics and reshoring: The apparel and footwear industry», *Robotics and reshoring* (Genève, BIT).

—; Tejani, S. 2014. «Feminization, defeminization, and structural change in manufacturing», *World Development*, vol. 64 (déc.), pp. 569-582.

Locke, R. M. 2013. *The promise and limits of private power: Promoting labor standards in a global economy* (New York, Cambridge University Press).

Lopez-Acevedo, G.; Robertson, R. (dir. de publication). 2016. *Stitches to riches?: Apparel employment, trade, and economic development in South Asia* (Washington, DC, Banque mondiale).

Posthuma, A.; Rossi, A. 2017. «Coordinated governance in global value chains: Supranational dynamics and the role of the International Labour Organization», *New Political Economy*, vol. 22, n° 2, pp. 186-202.

Rodrik, D. 2017. *Straight talk on trade: Ideas for a sane world economy* (Princeton, Etats-Unis, Princeton University Press).

Schmitz, H.; Knorringa, P. 1999. *Learning from global buyers*, IDS Working Paper No. 100 (Brighton, Institute of Development Studies (IDS), Université du Sussex).

Taglioni, D.; Winkler, D. 2016. *Making global value chains work for development* (Washington, DC, Banque mondiale).

Vaughan-Whitehead, D.; Pinedo Caro, L. 2017. *Purchasing practices and working conditions in global supply chains: Global Survey results*, INWORK Issue Brief No. 10 (Genève, BIT).

Notes

A series of horizontal dotted lines for taking notes.



A series of horizontal dotted lines for writing, spanning the width of the page.



